



PRÉFET DE LA DRÔME

Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Drôme-Ardèche

Affaire suivie par : Elodie MOUROUX  
Subdivision 5  
Tél : 04 75 82 46 32  
Télécopie : 04 75 82 46 49  
Courriel : elodie.mouroux@developpement-durable.gouv.fr

20150701-RAP-DAEN0590

Valence, le **06 JUL. 2015**

PREFECTURE DE LA DROME  
Direction départementale de la  
protection des populations (DDPP)  
Bureau de l'environnement  
33 avenue de Romans – BP96  
26904 VALENCE CEDEX 9

**DEPARTEMENT DE LA DROME – Société UCAB à CREST**

**VISITE D'INSPECTION RAPIDE**

**réalisée le 30 juin 2015**

**Rapport de l'inspecteur de l'environnement**

Adresse de l'établissement : ZI – 26400 CREST

Activité principale de Fabrication d'aliments pour animaux  
l'établissement :

Code S3IC de l'établissement : 103-25

Priorité DREAL : P2

**P.J.** : lettre de suites à l'exploitant

**Copie à :**

1. DIR/ICPE /SPR+REMIPP

<b>Contrôle réalisé conformément à la procédure DEN-QPR-05-008 et au mode opératoire DEN-QMO-06-001.</b>		
<b>Inspecteur :</b> Elodie MOUROUX, inspectrice de l'environnement		
<b>Date d'annonce du contrôle :</b> /		
<b>Type de contrôle</b>	<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input checked="" type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input checked="" type="checkbox"/> Inspection inopinée <input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input checked="" type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
<b>Circonstances du contrôle</b>	<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Plainte du .....	<input type="checkbox"/> Incident/Accident du..... <input checked="" type="checkbox"/> Autre : arrêté de mise en demeure
<b>Thème du contrôle :</b> Le contrôle a porté sur l'empoussièrement des installations (arrêté de mise en demeure n°- du 22 avril 2015) et les suites de l'inspection du 24/02/2015 dont le délai est échu.		
<b>Référentiel du contrôle :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• arrêté de mise en demeure n°- du 22 avril 2015</li> <li>• arrêté préfectoral n°1752 du 26/05/1994</li> <li>• arrêté ministériel du 18/02/2010 relatif à la prévention des risques accidentels présentés par certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2260</li> </ul>		
<b>Principales installations contrôlées :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bâtiment de production / broyeurs</li> <li>- tour de manutention</li> </ul>		
<b>Personnes rencontrées et fonctions :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dominique DARSONVILLE, responsable industriel</li> <li>- Omar BENMOUSSA, responsable production</li> </ul>		

#### PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT :

La société UCAB est une usine créée en 1963 par plusieurs petites coopératives. Elle fabrique principalement des aliments pour la volaille. L'usine a vu sa production augmenter progressivement depuis 1963. La production moyenne d'aliments pour le bétail sur la période 2000/2005 était de 80 000 t/an, sur la période de 2005/2008 de 60 000 t/an. La production sur l'année 2014 a été de 130 000 t/an, soit 500 t/jour. Cette augmentation importante de la production est notamment due à l'intégration de la société SANDERS (groupe français AVRIL) depuis juillet 2013 dans les parts du capital de la société à hauteur de 30 % qui a fourni également des marchés supplémentaires. L'exploitant signale que le marché global est, lui, en baisse de -7 % depuis 2006.

Les produits employés sont l'orge, le triticale, le pois, le maïs, le blé, le sorgho, le colza, le tourteau de soja OGM et non OGM, le tourteau de colza, le tourteau de tournesol, la luzerne, la pulpe, la drêche de maïs, du prémix (médicaments, vitamines, compléments alimentaires...).

Nombre d'employés : 25

Projet : mise en place d'un nouveau broyeur nouvelle génération (très peu de maintenance, très faible émission de poussières car étanche) + réfection de l'autre broyeur + aménagement de la zone broyeur d'ici novembre 2015 (projet validé)

#### SYNTHÈSE DE LA VISITE - CONSTATATIONS :

L'usine était à l'arrêt durant l'inspection (inventaire annuel). Elle avait été arrêtée vers 14h00 (début de l'inspection vers 14h45).

Les zones de production y compris le broyeur sont dans un bon état de propreté. Des dispositifs pour limiter l'accumulation de poussière sur la structure au niveau du broyeur ont été mis en place. L'exploitant indique avoir embauché une personne en interim pour assurer le nettoyage de la zone de production et avoir fait intervenir la société SR2I pour le nettoyage dans les zones inaccessibles. Une réorganisation du travail est prévue pour assurer un maintien

dans le temps du bon état d'empoussièrement de la zone de production. Le projet de modification de la zone broyeur et l'installation d'un nouveau broyeur permettra améliorer le taux d'empoussièrement. On peut donc noter des efforts importants de la part de l'exploitant sur ce sujet.

## SUITES :

### 1. Suivi de l'arrêté de mise en demeure n°- du 22 avril 2015

L'inspection a constaté le respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 22 avril 2015 considérant que l'empoussièrement de la zone de production et du broyeur était faible. L'inspection propose à M. le Préfet d'informer l'exploitant qu'il a pris note du respect de cet arrêté.

### 2. Propositions de sanctions administratives et sanctions pénales : néant

### 3. Autres suites :

Cette visite a permis de relever des écarts et des insuffisances, nécessitant, de la part de l'exploitant, les actions correctives ou suscitant les observations suivantes :

n°	Écarts constatés lors de la visite du 24/02/2015	Actions correctives à mettre en œuvre	Délais initiaux fixés	Réponse de l'exploitant / constats et analyse de l'inspection
A3	/	Sur demande de l'inspection, des mesures des émissions de poussières devront être réalisées conformément à l'article 1.3.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°1752 du 26/05/1994.	30/09/2015	Délai non échu
A5	Les techniques de nettoyage ne sont pas toujours adaptées à la prévention des risques (nettoyage en faisant tomber la poussière plus bas).	L'exploitant doit revoir certaines techniques de nettoyage et définir des méthodes présentant toutes les garanties de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion conformément à l'article 15 de l'arrêté du 18 février 2010. L'utilisation de balais ou d'air comprimé ne doit se produire qu'à titre exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.	31/03/2015	Par courrier du 31/03/2015, l'exploitant indique que le nettoyage se fait à l'aide d'un aspirateur mobile et de 2 colonnes d'aspiration par les étages.  Lors de la visite du 07/04/2015, l'inspection a constaté la présence d'un système d'aspiration centralisé et d'aspirateurs. L'aspirateur examiné ne porte pas la mention ATEX (modèle VS10459). L'exploitant doit justifier que le matériel employé pour le nettoyage est adapté.  Lors de la visite du 30/06/2015, l'exploitant a indiqué avoir consulté un spécialiste en aspirateur. L'aspirateur n'a pas besoin d'être ATEX car il n'est pas en zone ATEX. L'exploitant indique que l'électricité statique des colonnes d'aspiration est évacuée (continuité électrique). L'achat d'un nouvel aspirateur est en projet.  L'exploitant a répondu à la demande.
A6	L'étude de dangers comprenant les mesures techniques et organisationnelles propres à réduire la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels n'a pas été réalisée.	L'exploitant doit réaliser et transmettre une étude de dangers précisant les mesures techniques et organisationnelles propres à réduire la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels conformément à l'article 2 de l'arrêté du 18 février 2010 relatif à la prévention des risques accidentels présentés par certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2260. L'étude technico-économique prévue par l'article 12 de l'arrêté du 18 février 2010 devra également être fournie en fonction des conclusions de l'étude de dangers.	30/09/2015	Délai non échu

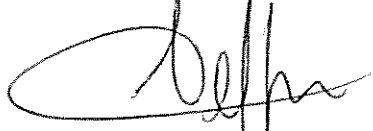
n°	Écarts constatés lors de la visite du 24/02/2015	Actions correctives à mettre en œuvre	Délais initiaux fixés	Réponse de l'exploitant / constats et analyse de l'inspection
A7	L'exploitant ne dispose pas d'un système d'aspiration ou de mise en dépression des dispositifs de manutention en aval du refroidisseur.	L'exploitant doit disposer de lignes d'équipements de manutention équipées d'une aspiration ou sont mises en dépression, afin de limiter les émissions de poussières inflammables conformément à l'article 12 de l'arrêté du 18 février 2010 relatif à la prévention des risques accidentels présentés par certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2260. En cas d'impossibilité technique, une étude devra être réalisée.	29/02/2016	Délai non échu
A8	les préconisations données dans l'ARF n'ont pas été mises en œuvre et l'exploitant conteste certaines préconisations ; l'étude technique foudre n'a pas été réalisée et la mise en conformité des installations non plus (sauf la mise à la terre du bâtiment).	L'exploitant doit mettre à jour son analyse du risque foudre, réaliser l'étude technique foudre et mettre en conformité ses installations de protection contre la foudre conformément aux articles 18, 19 et 20 de l'arrêté du 4 octobre 2010.	30/09/2015	Lors de la visite du 30/06/2015, l'exploitant indique avoir passé commande auprès de RHONES ALPES PARATONNERRES pour l'ARF et l'ETF, mais l'intervention n'a pas encore eu lieu.  Délai non échu
A9	L'exploitant ne dispose pas de l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.	L'exploitant doit faire réaliser et transmettre l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds conformément à l'article 11 de l'arrêté du 18 février 2010 relatif à la prévention des risques accidentels présentés par certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2260.	31/03/2015	Par courrier du 31/03/2015, l'exploitant déclare que la société ALPES CONTROLES intervient le 07/04/2015.  Lors de la visite du 07/04/2015, l'inspection a constaté que la société ALPES CONTROLES est passé le 07/04/2015 sur le site. Le responsable maintenance indique qu'il y aura quelques mises à la terre à réaliser. Le rapport de contrôle est à envoyer à l'inspection dès réception assorti du plan d'action et d'un échéancier de réalisation des mises en conformité.  Lors de la visite du 30/06/2015, l'exploitant a présenté le rapport d'ALPES CONTROLES du 07/04/2015. Celui-ci mentionne des défauts d'équipotentialité au niveau du silo extérieur. L'exploitant indique avoir commandé le matériel pour réaliser les travaux de mise en conformité.  L'exploitant a répondu à la demande concernant le rapport. L'exploitant devra tenir au courant l'inspection de la réalisation des travaux.

n°	Écarts constatés lors de la visite du 24/02/2015	Actions correctives à mettre en œuvre	Délais initiaux fixés	Réponse de l'exploitant / constats et analyse de l'inspection
A10	L'exploitant ne connaît pas le débit dans les poteaux incendie situés à moins de 150 m de ses installations.	L'exploitant doit justifier du débit des 2 poteaux incendie situés à moins de 150 m des installations conformément à l'article 1.5.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°1752 du 26/05/1994.	30/09/2015	Par courrier du 31/03/2015, l'exploitant transmet le relevé du débit du poteau incendie n°12 situé à l'angle des deux rues bordant le site. Le débit est de 156 m³/h sous une pression de 1 bar le 06/03/2013.  Lors de la visite du 07/04/2015, l'inspection a constaté qu'il n'y a pas de 2ème poteau incendie à moins de 150 m des installations. L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour assurer la défense incendie du site correctement (bâche à eau, 2ème poteau incendie,...).  Délai non échu
A11	Il n'a jamais organisé d'exercice d'évacuation du personnel.	L'exploitant doit organiser un exercice d'évacuation du personnel et transmettre à l'inspection le compte-rendu de cet exercice conformément à l'article 1.5.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°1752 du 26/05/1994.	31/05/2015	Par courrier du 31/03/2015, l'exploitant indique que l'exercice est programmé le 16/04/2015.  Lors de la visite du 30/06/2015, l'exploitant a indiqué que l'exercice a été réalisé le 16/04/2015. Il n'a pas pu présenter le compte-rendu de l'exercice.  L'exploitant n'a pas répondu à la demande : il devra transmettre le compte rendu de l'exercice d'évacuation d'ici le 31/07/2015.
A12	L'exploitant n'a pas justifié que le désenfumage représente un minimum de 1/200 de la superficie des locaux.	L'exploitant doit justifier que le désenfumage représente un minimum de 1/200 de la superficie des locaux conformément à l'article 1.5.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°1752 du 26/05/1994.	30/09/2015	Délai non échu
A13	La dernière mesure des émissions sonores a été faite il y a environ 10 ans par la société DECIBEL FRANCE. L'exploitant a déclaré qu'aucune plainte de voisinage sur ce sujet n'est à déplorer.	À la demande de l'inspection, l'exploitant doit faire réaliser une mesure des émissions sonores en limite de propriété en vertu de l'arrêté 1.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°1752 du 26/05/1994. Les mesures devront être réalisées conformément à l'arrêté ministériel du 23/01/1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.	30/09/2015	Délai non échu
A15	la cuve de gazole de 1 m³ située dans le hangar à pièces détachées n'est pas placée sous rétention ; la cuve d'1 m³ d'huile de colza située dans la zone de stockage de déchets n'est pas placée sous rétention ; l'exploitant n'a pas justifié du bon dimensionnement de la cuvette de rétention des 175 m³ de produits liquides.	Les produits susceptibles de générer des pollutions doivent être placés sous rétention correctement dimensionnée conformément à l'article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.	30/09/2015	Délai non échu
A17	des déchets de toiture en plus ou moins gros morceaux sont disposés à proximité de l'air de brûlage à l'air libre. Certains morceaux sont susceptibles de contenir de l'amiante.	L'exploitant doit faire évacuer ses déchets au fur et à mesure dans les filières appropriées. Si ces déchets contiennent de l'amiante, ce devra également être le cas conformément à l'article 1.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°1752 du 26/05/1994.	30/09/2015	Délai non échu

Enfin, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, l'inspection informe Monsieur le Préfet qu'une copie du présent rapport est transmise à l'exploitant.

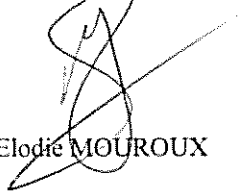
Vu, approuvé et transmis à monsieur le Préfet du département de la Drôme

Pour la directrice,  
Le chef de l'unité territoriale



Gilles GEFFRAYE

L'inspecteur de l'environnement,



Elodie MOURoux